

De Diego-Suarez à Moroni : itinéraires d'un marin révolutionnaire (années 1950-1980)

Entretien avec Aboudou Mohamed Youssouf

Houssamoudine Ankili et Alexandre Audard

Citer cet article : Houssamoudine Ankili et Alexandre Audard (2022), « De Diego-Suarez à Moroni : itinéraires d'un marin révolutionnaire (années 1950-1980). Entretien avec Aboudou Mohamed Youssouf », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, en ligne.

URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/youssoufankiliaudard>

Mise en ligne : 8 juillet 2022

DOI : <http://doi.org/10.51185/journals/rhca.2022.entretien02>

Résumé

Cet entretien avec Aboudou Mohamed Youssouf (né en 1937), ancien marin militaire et compagnon de route du président comorien Ali Soilihi (1937-1978), invite à étudier sous de nouveaux angles le moment des indépendances dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien et plus particulièrement aux Comores. Il y présente notamment ses traversées d'espaces maritimes impériaux, objet de luttes et d'appartenances multiples. Aboudou Mohamed Youssouf est également l'auteur, en 2017, d'une autobiographie : *De la Marine française à la Révolution comorienne* (Paris, 4 Étoiles éditions). Cet entretien a été réalisé le 30 avril 2019 en région parisienne.

Mots-clés : Comores, Madagascar, Ali Soilihi, indépendances, maritimité.

Abstract

This interview with Aboudou Mohamed Youssouf (born in 1937), former seaman in the French Navy and companion of President Ali Soilihi (1937-1978), invites us to shed a new light on the independence movements in the South-West of the Indian Ocean, and more specifically in the Comoros. Aboudou Mohamed Youssouf relates mainly his travels across imperial waters, places of multifaceted struggles and belongings. He also wrote an autobiography in 2017: *De la Marine française à la Révolution comorienne* (Paris, 4 Etoiles éditions). This interview took place on the 30th April 2019, near Paris.

Keywords: Comoros, Madagascar, Ali Soilihi, independence, maritimity.



Introduction

Aboudou Mohamed Youssouf, né en 1937, a été l'un des principaux compagnons de route d'Ali Soilihi (1937-1978), président des Comores de 1976 à 1978. L'entretien que nous a accordé M. Mohamed Youssouf le 20 avril 2019 en région parisienne fait écho au regain d'intérêt pour la figure d'Ali Soilihi parmi la jeune classe politique comorienne. *Mongozi* (« guide ») charismatique pour certains, ce dernier est surtout associé, depuis la chute de son régime révolutionnaire (3 janvier 1976-13 mai 1978) et son assassinat (29 mai 1978), à la figure du *kafiri* (« athée ») de la « République des imberbes » – pour reprendre le titre du célèbre roman satirique de Mohamed Toihiri (1985)¹. Son gouvernement d'inspiration marxiste, isolé au niveau international, reste l'objet de nombreuses dénonciations (cadres inexpérimentés, emprisonnements, accaparements, exécutions, etc.) et ses politiques du *mapinduzi* (« révolution ») et de l'*ufwakuji* (« appropriation ») suscitent encore des jugements contradictoires². Sa résistance aux pressions de l'ancien colonisateur français comme sa politique de lutte contre la corruption sont néanmoins au cœur de nouveaux débats dans un contexte politique et économique difficile.

L'archipel des Comores est composé de quatre îles situées au nord du canal du Mozambique : Grande-Comore (*Ngazidja* en shikimori), Anjouan (*Ndzuwani*), Mohéli (*Mwali*) et Mayotte (*Maore*). Elles sont durant plusieurs siècles proches du monde swahili, largement islamisées et au carrefour des circulations entre l'Afrique de l'Est et le Sud-Ouest de l'océan Indien, avant de progressivement connaître la domination française entre 1841 et 1975³.

De 1912 à 1946, l'archipel des Comores est administrativement rattaché à la colonie de Madagascar (1896-1960). Cette intégration renforce l'émigration de Comoriens vers Madagascar, régulièrement en manque de main d'œuvre. Beaucoup essaient surtout d'échapper à la pauvreté et à la pression démographique et foncière de l'archipel, provoquée par l'accaparement des exploitations coloniales. La ville portuaire de Majunga (actuelle Mahajanga) et le port-arsenal de Diego-Suarez (actuelle Antsiranana, encore usuellement nommée Diego), au nord de l'île depuis longtemps islamisé, abritent ainsi de très importantes communautés comoriennes jusqu'au-delà de cette période⁴. En 1970, comptant 27 000 Comoriens, Majunga est même la première agglomération comorienne dans le monde. C'est là qu'Ali Soilihi grandit, avant de partir aux Comores et de poursuivre des études en agronomie à Paris. Étant donné les faiblesses de l'administration des Comores et l'impossibilité d'y suivre un enseignement secondaire jusqu'en 1963, date de l'ouverture du premier lycée à Moroni, beaucoup de jeunes sont en effet envoyés à Madagascar pour leurs études. À ce titre, le parcours d'Aboudou Mohamed Youssouf, né à Ngazidja mais scolarisé à Diego-Suarez, est commun et s'inscrit dans cet espace diasporique si particulier. Malgré tout, lorsque l'indépendance de Madagascar est proclamée le 26 juin 1960, la situation des Comoriens, non-indépendants, se dégrade progressivement sur l'île. Cette différenciation juridique vis-à-vis des Malgaches accentue des tensions plus anciennes, souvent raciales et alimentées par le colonisateur. En décembre 1976, plusieurs centaines de Comoriens sont assassinés à Majunga. À la suite de ce massacre, nommé le *rotaka* (« émeute »), environ 16 000 Comoriens habitant la ville sont rapatriés aux Comores. Ces rescapés sont surnommés les *Sabena* – car évacués pour la plupart à bord d'un avion de la Sabena (Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne). Bien que le nombre de morts et les causes du massacre fassent encore l'objet de débats, le *rotaka* atteste des fractures précédemment décrites et demeure un véritable traumatisme⁵. En parallèle, lorsque les accords de coopération entre la France et Madagascar sont révisés en 1973 sous la conduite du futur président socialiste Didier Ratsiraka, la plupart des Comoriens de Diego-Suarez quittent la ville au départ des militaires français. Ces événements jalonnent les parcours d'Aboudou Mohamed Youssouf et d'Ali Soilihi, qui resteront profondément attachés à Madagascar et aux autres *Sabena*.

C'est pourtant en France, en 1968, que les deux hommes se rencontrent et se lient d'amitié. Aboudou Mohamed Youssouf y termine une carrière dans la Marine nationale française, tandis qu'Ali Soilihi est de passage à Paris en tant que jeune directeur de la Société de développement économique des Comores (SODEC). Plus largement,

¹ Toihiri Mohamed (1985), *La République des imberbes*, Paris, L'Harmattan.

² Sur le régime révolutionnaire, se référer à Vérin Emmanuel et Vérin Pierre (1999a), *Histoire de la Révolution comorienne : décolonisation, idéologie et séisme social*, Paris, L'Harmattan et (1999b), *Archives de la Révolution comorienne (1975-1978) : le verbe contre la coutume*, Paris, L'Harmattan.

³ Sur l'histoire de l'archipel dans la longue durée, lire Walker Iain (2019), *Islands in a Cosmopolitan Sea : A History of the Comoros*, Londres, Hurst Publishers.

⁴ Pour illustrer de quelques études de cas ces réseaux, voir entre autres Abdillahi Youssouf (2012), *La diaspora de la Grande Comore à Marseille et son apport sur le développement de l'île*, thèse de doctorat en géographie, Saint-Denis, Université de La Réunion et Mradabi Djaé Ali (2020), *Mémoires noir sur blanc : itinéraires de navigateurs comoriens*, Thiès, éditions Coelacanthé.

⁵ Allibert Claude (dir.) (2007), « Les Comoriens à Majunga : histoire, migrations, émeutes », *Études océan Indien*, n°38-39.

Marseille, Toulon et les autres ports français situés sur les lignes des grandes compagnies maritimes sont à partir des années 1940 au cœur des réseaux diasporiques comoriens auxquels appartiennent les deux hommes.

Grâce au statut d'autonomie interne (loi du 22 décembre 1961), une nouvelle génération d'élites comoriennes émerge. Cette dernière impulse la création de partis politiques à l'étranger puisque la loi du 1^{er} juillet 1901, seulement abrogée en octobre 1981, frappait d'interdiction les associations à caractère politique aux Comores. En France, entre autres, se déploient ainsi militants d'une indépendance immédiate tels que le MOLINACO (Mouvement de libération nationale des Comores)⁶, le PASOCO (Parti socialiste comorien), l'ASEC (Association des stagiaires et étudiants des Comores) ou le PEC (Parti de l'entente des Comores) ; conformistes comme l'UDC (Union démocratique comorienne), le RDPC (Rassemblement démocratique du peuple comorien) et l'Umma (littéralement « communauté ») ; mais aussi membres du MPM (Mouvement populaire mahorais), désireux d'une départementalisation de Maore. Aux Comores, la représentation législative se partage entre deux partis conservateurs, francophiles et aux mains de puissants notables : les « Verts » de Saïd Mohamed Cheikh et les « Blancs » du prince Saïd Ibrahim. Dans ce paysage politique complexe, Ali Soilihi transforme le Mranda (littéralement « entraide »), une animation rurale fondée en 1956, en véritable parti politique. À son contact, Aboudou Mohamed Youssouf se politise et décide de l'accompagner.

Les négociations pour l'indépendance des Comores débutent en mai 1973 et le 15 juin ses conditions sont posées. La notion d'indépendance polarise : d'un côté, le camp du MOLINACO défenseur depuis 1962 d'une indépendance immédiate et sans condition ; de l'autre, l'Udzima, mené par Ahmed Abdallah, un important propriétaire terrien, qui prône l'indépendance dans l'amitié et la coopération avec la France. Une coalition Umma-Mranda (alliance entre le parti de Saïd Ibrahim et celui d'Ali Soilihi), à l'origine de la constitution des courants politiques de l'opposition au sein du Front national uni (FNU), se montre plutôt en retrait dans la revendication indépendantiste. Ce « non-alignement » vaut à Saïd Ibrahim d'être écarté et Ahmed Abdallah devient le premier président de l'État comorien le 6 juillet 1975.

Au sein du gouvernement français, d'influents personnalités organisent un contrôle discret de la partie comorienne indépendante, pour sécuriser la présence militaire tricolore à Mayotte, ayant voté contre l'indépendance⁷. Les autorités hexagonales font donc le choix de soutenir Ali Soilihi pour contrer la volonté inattendue d'Ahmed Abdallah d'inclure Maore à l'archipel indépendant. Des mercenaires dirigés par Bob Denard, personnalité centrale des « réseaux Foccart », sont envoyés sur l'île pour soutenir Ali Soilihi, avant de l'assassiner en 1978 et de le remplacer par Ahmed Abdallah, par crainte du mouvement révolutionnaire initié par le premier dans le contexte de la Guerre froide. À la mort d'Ali Soilihi, Aboudou Mohamed Youssouf est emprisonné et fait le choix, à sa libération, de s'exiler en France.

Entretien

Houssamoudine Ankili et Alexandre Audard : Pour quelles raisons avez-vous quitté la Grande Comore [Ngazidja], à l'âge de huit ans, pour Madagascar ?

Aboudou Mohamed Youssouf : Je suis né [en 1937] à Mtsangani et vivais jusqu'alors avec mon père, qui travaillait dans l'administration coloniale⁸. Ma mère avait quitté les Comores, divorcée et seule, pour s'installer à Diego-Suarez où vivaient beaucoup d'autres Grands-Comoriens et où mon grand-père avait été militaire. Elle est revenue me chercher en 1945 pour me scolariser à Madagascar. Le matin j'allais à l'école officielle française et l'après-midi à l'école coranique. J'étais néanmoins un élève médiocre et préférais surtout jouer au football. Avec d'autres Comoriens, nous nous retrouvions et jouions au sein du club « Jeunesse musulmane ». On vivait dans le

⁶ Roberts George (2021), « MOLINACO, the Comorian Diaspora, and Decolonisation in East Africa's Indian Ocean », *The Journal of African History*, consultable sur <https://www.cambridge.org/core/journals/journal-of-african-history/article/molinaco-the-comorian-diaspora-and-decolonisation-in-east-africas-indian-ocean/1FCE3DDC34C0B424509520FE6DFB8AEC>. Pour inscrire la constitution de ces réseaux dans une histoire politique plus large (les *Global Sixties*), se référer Basto Maria-Benedita, Blum Françoise *et al.* (2021), *Socialismes en Afrique*, Paris, éditions de la Maison des sciences de l'Homme, consultable sur <https://books.openedition.org/editionsmsmh/51060>.

⁷ Sur la politique extérieure de la France dans la région durant ces années, se référer à Bat Jean-Pierre (2012), *Le syndrome Foccart : la politique française en Afrique, de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard. Sur Mayotte plus spécifiquement, lire Idriss Mamaye (2018), *Le combat pour Mayotte française (1958-1976)*, Paris, Karthala.

⁸ Mtsangani est un quartier de Moroni, principale ville de l'île de Ngazidja et capitale actuelle de l'Union des Comores.

quartier de Tanambao avec d'autres Moroniens⁹ ; c'était comme une ville comorienne et les Malgaches étaient établis plus loin. L'école se trouvait près des bâtiments de la Marine et il y avait toujours des militaires en ville. Beaucoup de tirailleurs marocains et sénégalais sont aussi venus au moment de la rébellion malgache¹⁰. On ne savait pas grand-chose de ce qu'il se passait, mais je me souviens avoir vu un jour des cadavres dans la rue. Mis à part cette année particulière, le samedi et le dimanche, en sortant des casernes, les militaires allaient surtout voir les femmes à Tanambao, faire la fête dans les hôtels et il y avait souvent des bagarres. C'était une vraie ville de garnison et beaucoup y menaient une vie confortable, sauf durant les années qui ont suivi la guerre. Nous étions alors encore soumis au couvre-feu et, du fait du rationnement, j'ai appris le mot « ration » avant même d'apprendre le français !

Que voulez-vous dire en écrivant que, malgré de vives tensions, vous vous sentiez plus « malgache que comorien¹¹ » ?

J'ai passé mon enfance avec les Malgaches, sans vraiment connaître les Comores. Même si je vivais à Tanambao avec les autres Comoriens, je parlais mieux le malgache. La première fois que je suis retourné aux Comores, quand j'étais marin, je bégayais et l'on se moquait de moi. Ça a été un choc et j'ai presque envie de dire que le séjour m'avait déçu. C'était le cas pour beaucoup d'entre nous, nous sommes des milliers à avoir passé notre enfance à Madagascar. Même aux Comores, des années plus tard, Ali Soilihi me parlait souvent de Madagascar. C'est aussi là-bas que j'ai construit ma vie. En 1962, je me suis marié pour la première fois à Diego avec une femme malgache, d'origine yéménite, et j'ai scolarisé plusieurs de mes demi-frères et sœurs à Madagascar. En fait, quand j'étais à l'école, nous étions tous Français. Pour tout le monde c'était la belle époque, c'était même rare qu'un Comorien de Diego souhaite retourner aux Comores. Néanmoins, et je ne sais pas pourquoi, nous étions favorisés par l'administration et l'indépendance a changé nos statuts¹². Après 1960, les Malgaches ne pouvaient plus aller dans les bars réservés aux Français et d'autres endroits, alors que nous nous étions encore des Français. C'était aussi une période économique difficile. Évidemment cela a créé des tensions, voire des massacres comme à Majunga... Quand les Français sont partis de Diego, beaucoup de Comoriens, surtout les *Zanatany*¹³, ont quitté à contrecœur Madagascar avant d'y retourner par la suite. Les militaires ont même organisé plusieurs voyages de rapatriement vers les Comores entre 1973 et 1975. Parmi ceux qui travaillaient à l'arsenal, certains ont d'ailleurs eu la chance d'être mutés dans des arsenaux métropolitains comme Toulon ou Cherbourg. À ce moment, je n'y habitais plus mais j'avais encore des biens là-bas. Je ne sais pas ce qu'ils sont devenus, mais ils ont sûrement été récupérés par des Malgaches. Malgré tout cela, j'aime à dire que je suis Malgache, Français et Comorien. Quand j'entends un malheur à Madagascar, cela me fait toujours mal ; tout comme lorsque l'équipe de France est battue au football [rire].

Pouvez-vous, aujourd'hui, mesurer l'influence de votre engagement dans la Marine et de vos différentes escales autour du monde dans vos orientations politiques ?

Je me suis engagé dans la Marine nationale en 1953. On nous a initialement recrutés pour aller en Indochine et nous étions tous volontaires. La Marine recrutait alors en masse à ce moment. Heureusement pour nous, la guerre s'est terminée en 1954 avant la fin de notre formation. À Diego, c'était naturel d'aller dans l'armée. Je me suis même engagé avant le service obligatoire. De plus, même civils, la plupart des Comoriens travaillaient sur les chantiers de l'arsenal. L'ensemble de la ville était lié à la garnison. Pour répondre à votre question, c'est vrai que ma vie de marin m'a peut-être donné envie de faire de la politique. Je n'y avais jamais vraiment pensé sous cet angle. Évidemment, je reste persuadé que tout a commencé à l'école. Quand j'étais enfant, je défendais souvent les Malgaches car je considérais que nous étions tous égaux et Français, comme nous l'expliquaient les instituteurs. Dans la Marine, je conservais ces mêmes idéaux. Quand je suis parti en métropole, durant ma

⁹ Signifiant « ville nouvelle » en malgache, *Tanambao* est le nom fréquemment donné aux quartiers « indigènes » émergeant dans les villes coloniales de Madagascar.

¹⁰ En 1947 éclate une importante insurrection anticoloniale à Madagascar. La terrible répression française, longtemps restée entourée de silences, y demeure jusqu'aujourd'hui une cicatrice collective.

¹¹ « Bien que je me sentisse plus Malgache que Comorien, n'ayant passé que mes huit premières années aux Comores, j'étais malgré tout considéré par mes supérieurs comme étant Comorien. Pourtant, mes collègues comoriens et malgaches croyaient que j'étais un Malgache né à Diego et ne me croyaient pas quand j'essayais de leur dire que j'étais un Comorien né sur l'île de Ngazidja, tellement j'étais assimilé à la culture malgache ». Mohamed Youssouf Aboudou (2017), *De la Marine française à la Révolution comorienne*, Paris, 4Étoiles éditions, p. 32.

¹² Au-delà de la différenciation juridique (les Comores demeurent françaises jusqu'en 1975), ajoutons également qu'il est fréquent d'entendre qu'après l'insurrection de 1947, les autorités coloniales méfiantes envers les Malgaches auraient largement favorisé les Comoriens dans l'administration.

¹³ Littéralement « les enfants de la terre », *Zanatany* désigne les étrangers nés à Madagascar.

formation, c'était comme réaliser un rêve. Tandis que les autres ne connaissaient que nos îles de l'océan Indien, je me sentais libre et allais découvrir la France dont il était si souvent question dans nos discussions. D'ailleurs, lors de mes escales à Tahiti, les habitants de ces îles ne connaissaient pas les Comores et pour eux nous étions simplement Français. J'ai vu l'Asie, Djibouti – affectation qui m'a permis de faire le pèlerinage à La Mecque –, la métropole et beaucoup d'autres ports. Pour autant, avec le temps, j'ai ressenti ma différence. Par exemple, je ne buvais pas d'alcool – ce qui n'était pas le cas des autres marins, comme vous pouvez vous en douter ! – et je devais expliquer que le médecin me l'interdisait pour des raisons de santé. Je ne voulais pas que l'on me pose de questions sur ma religion. Ce sont mes escales en Afrique du Sud qui m'ont surtout marqué. C'était alors le régime de l'Apartheid. Les Noirs étaient séparés des Blancs et moi, qui pouvais malgré tout rester avec mes camarades, j'étais indigné. Aussi paradoxal soit-il, j'avais même interdiction de me rendre dans les quartiers noirs. Tout cela n'existait pas à Madagascar. C'est certain que ma découverte des mers du monde m'a ouvert les yeux sur la condition humaine, d'ailleurs plusieurs de mes compagnons de la période révolutionnaire étaient aussi d'anciens marins.

Figure 1 : Aboudou Mohamed Youssouf (au centre au premier rang) et d'autres marins comoriens à Tahiti en 1962.



Source : Aboudou Mohamed Youssouf

À Paris, comment et pourquoi Ali Soilihi s'est-il intéressé à vous, jeune marin présent malgré lui dans des assemblées étudiantes comoriennes ?

Durant les années 1960, j'ai beaucoup séjourné en France. J'ai été affecté à Brest puis, sur ma demande, ne supportant pas le climat, à Toulon. Durant les permissions, je me rendais souvent à Marseille et à Paris pour voir des membres de ma famille. À la fin de ces années, vers 1968, Ali Soilihi se trouvait à Paris et j'étais de passage aussi¹⁴. J'allais voir des cousins de Moroni, pour la plupart étudiants. Ils m'avaient invité à l'une de leurs assemblées, dans un hôtel de la ville, sur l'indépendance et la décolonisation. Cela ne m'intéressait pas beaucoup, mais c'est là qu'il m'a repéré. Il critiquait beaucoup ces étudiants parisiens qui ne connaissaient pas vraiment les Comores et pensaient que, une fois indépendantes, les îles ressembleraient à Paris. Ils imaginaient aussi que cela se ferait en une journée. La plupart d'entre eux ne connaissaient pas du tout le terrain en fait. Alors, j'ai pris la parole pour expliquer que les Comores ne devraient pas être comme Paris mais plutôt comme Tahiti, Djibouti ou la Réunion, qui sont des territoires français mais développés. Ali Soilihi s'est renseigné sur moi et mes cousins lui ont dit que j'étais marin. Il m'a donné rendez-vous deux jours plus tard pour manifester son souhait de me faire revenir aux Comores et surtout de me rallier à sa cause. Je n'étais pas un intellectuel mais j'avais beaucoup voyagé. Le problème était que je ne me considérais pas Comorien ! J'avais quitté Moroni pour Madagascar où j'avais construit toute ma vie ; donc je n'avais rien de Comorien. Et j'avais quitté Madagascar pour la France, donc logiquement ma vie m'attendait à Madagascar. J'avais prévu de finir ma carrière dans la Marine et de profiter de ma retraite en France. En plus, cette même année, j'avais la possibilité de postuler à un emploi dans l'administration et de terminer ma carrière rapidement. Ali avait d'autres projets, y compris pour moi. Il fallait « sauver les Comores ». À cette période il n'avait pas encore de parti politique. Il avait juste des amis partageant ses idées. Ce n'est que quand je suis rentré aux Comores, qu'il venait de former le Mrandra. Je l'ai trouvé dedans et il m'y a invité. C'est lui aussi qui m'a encouragé à participer aux activités du PASOCO. Déjà à Paris, je participais beaucoup aux manifestations de l'ASEC, proche de la FEANF, mais mon statut de militaire m'imposait une distance vis-à-vis des activités politiques. Je traînais donc souvent avec eux sans prendre aucunement la parole. Ali Soilihi a fini par me convaincre. Il me disait que les Comores avaient besoin de gens comme moi, d'une jeune génération contre la corruption. J'ai baissé la tête et je l'ai suivi avec toutefois la conviction que je pouvais servir à quelque chose. Mais, entre nous, je dois avouer qu'il m'a rendu un très grand service. Qu'Allah lui accorde son paradis car sans sa persévérance je ne serais jamais retourné aux Comores. J'étais probablement prédestiné à passer ma vie en France. Aujourd'hui, regardant le passé, je me rends compte que j'étais en pleine acculturation totale. J'aurais probablement occulté mes origines comoriennes pour toujours. Ali Soilihi m'a en quelque sorte sauvé d'un affront personnel. J'ai pu alors retourner et vivre aux Comores en redevenant un Comorien à part entière. J'ai découvert mes îles, Ngazidja, Mwali, Ndzuani et Maore grâce à lui. Je lui rends volontiers hommage. En toute évidence, Ali Soilihi a joué un grand rôle dans mon retour aux Comores. Il savait convaincre tout le monde. J'ai fini par avoir une bonne raison de rentrer « chez moi ». J'ai donc pris ma retraite de la Marine et, en 1969, je me suis définitivement installé aux Comores.

Votre frère, lui, part étudier en Égypte et séjourne en Chine. Vous écrivez dans votre livre que beaucoup étaient directement influencés par le maoïsme, était-ce votre cas ?

Mon petit frère, Abdulaziz, est en effet parti étudier en Égypte. Ce sont les futurs créateurs du MOLINACO qui l'ont envoyé, lui et plusieurs autres, au lycée là-bas. J'ai souhaité aller le chercher après la crise du canal de Suez, mais il n'était plus là. J'ai appris qu'il était alors en Chine et ne l'ai revu que lorsqu'il est revenu aux Comores, comme tous les autres. D'autres étaient partis en URSS aussi¹⁵. Dans beaucoup de réunions politiques, les étudiants commençaient toujours par saluer le portrait de Mao mais ils ne sont pas allés bien loin, cela n'a duré qu'un temps. La Chine et l'URSS étaient une porte de sortie pour eux et je comprenais que l'on utilise par exemple Khrouchtchev comme modèle. Mais je pense qu'ils se trompaient et, d'ailleurs, il n'y a pas eu de socialisme aux Comores. Toutefois, Ali devait avoir des relations personnelles avec la Chine car, à l'indépendance, c'est la Chine qui a en premier reconnu l'État des Comores. Beaucoup pensaient que Ali serait

¹⁴ Le lieu et la date de ces réunions ne sont évidemment pas anodins et s'insèrent dans les réseaux anticolonialistes parisiens et le mouvement des *Global Sixties*. L'ASEC (Association des stagiaires et étudiants des Comores), fondée en 1966 et proche de la FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France), s'était constituée en parti politique indépendantiste et organisait des meetings de sensibilisation où étaient invités tous les Comoriens de France.

¹⁵ Comme ailleurs sur le continent africain, la plupart des partis progressistes comoriens adhèrent aux réseaux communistes et panafricanistes émergents, y compris dans la diaspora. C'est en ce sens que de nombreux jeunes comoriens obtiennent, par le biais du MOLINACO et de l'ASEC, des bourses d'étude en URSS ou encore en Chine.

un nouveau Mao, qu'il interdirait même l'islam alors que nous étions tous de fervents musulmans, mais les Comores ne sont pas la Chine et ce ne fut jamais le cas, quoiqu'on en dise. Ali souhaitait seulement plus d'égalité alors que les entreprises coloniales, les notables et les grandes familles se partageaient les terres et que les Comoriens n'avaient rien. Il avait pris le meilleur du socialisme et de l'islam pour construire sa philosophie. Il a aussi beaucoup fait pour l'émancipation des femmes.

En 1975, l'archipel des Comores se trouve à un tournant politique. Votre formation politique le Mranda n'est pas très en vue dans le militantisme indépendantiste. Quelle est votre position dans la course à l'indépendance ?

À mon retour aux Comores, je jouissais d'une situation financière confortable, ce qui attira très vite les regards et l'intérêt pour moi. À partir des années 1970-1974, le prince Saïd Ibrahim a formé son premier parti politique, l'Umma, que j'ai rejoint. Auparavant, je faisais partie du PASOCO sans vraiment y adhérer et participais aux activités du RDPC parce que notre ligne politique au départ rejoignait celle de Saïd Ibrahim. Le Prince considérait que les Comores n'étaient pas prêtes à accéder à l'indépendance. Nous ne voulions pas l'indépendance telle qu'elle était réclamée depuis Dar Es Salam par le MOLINACO. On n'était pas revendicatifs du « *Mkolo na lave* » [*le colon debors*], tandis que le PASOCO et le MOLINACO criaient « À bas la France ». Nous étions assez francophiles et ils nous traitaient de « colonisés »¹⁶. Je sais qu'Ali voulait l'indépendance car il se préparait à incarner la présidence des Comores un jour. Mais il ne voulait pas précipiter les choses comme le MOLINACO. Il avait sa propre conception de l'indépendance. Il fallait l'indépendance économique avant l'indépendance politique. C'était primordial pour lui. Une fois au pouvoir, il s'est d'ailleurs beaucoup appuyé sur les *Sabena* qui partageaient sa vision du monde et avaient fait plus d'études. Ils avaient du mal à s'adapter et souhaitaient comme lui « moderniser » l'île. Mais les autres, si je les ai bien compris, ils considéraient qu'on pouvait réclamer l'indépendance et rester sous tutelle économique française. Sans le savoir, ils ne souhaitaient pas l'indépendance totale. Notre arrivée au pouvoir précipitée explique peut-être une partie de nos échecs. La « marche rose » à Mayotte a dès le début de la Révolution beaucoup affecté Ali¹⁷.

Le 3 août 1975, des hommes de la coalition Mranda-Umma renversent le pouvoir d'Ahmed Abdallah. Le 22 septembre de la même année, Ali Soilihi dirige un commando composé de quelques soldats comoriens et de mercenaires venus de Paris, dont Bob Denard, qui débarque à Ndzuani (Anjouan), pour y déloger Ahmed Abdallah, qui ne s'avouait pas vaincu. Quel rapport entretenait le régime révolutionnaire avec les mercenaires français ?

Le coup d'État s'est déroulé alors qu'Ahmed Abdallah se trouvait dans ses appartements à Ndzuani. L'ancien président en a profité pour bloquer l'aéroport de Wani, avec des grosses pierres. Ali Soilihi considérait qu'il fallait à tout prix et le plus rapidement possible se rendre à Ndzuani pour empêcher que l'île tombe dans le séparatisme, sous le commandement d'Ahmed Abdallah¹⁸. Le problème qui se posait alors, c'est que la garde des Comores n'était pas assez préparée pour mener l'assaut. Un affrontement violent s'annonçait entre les forces libératrices et les partisans d'Abdallah qui s'étaient constitués en milice armée. C'est ainsi qu'Ali a demandé, via Yves Lebreton, l'aide de la France. La demande consistait à faire intervenir les légionnaires français stationnés à Mayotte pour capturer Abdallah. Mais le président Giscard d'Estaing a refusé. Les autorités françaises ont fait la proposition de mettre les dirigeants comoriens en relation avec Bob Denard, un mercenaire qui se trouvait alors au Gabon. J'ignore ce qui s'est réellement passé à Anjouan, mais le commando était composé en majorité de soldats comoriens inexpérimentés. Donc véritablement, Ali n'entretenait pas une relation personnelle avec Bob Denard. C'est la France qui a fait intervenir Bob Denard et ses mercenaires aux Comores, pas Ali. Après cela, nous

¹⁶ À titre d'exemple, dans ses mémoires, il explique participer aux cérémonies du 14 juillet et joint sa réponse positive à la demande du haut-commissaire de la République française l'ayant convié, en 1970, en tant que président de l'association des anciens combattants comoriens, au premier anniversaire de la mort du général De Gaulle. Mohamed Youssouf Aboudou (2017), *De la Marine française...*, *op. cit.*, p. 73.

¹⁷ Le 21 novembre 1975, Ali Soilihi, alors délégué à la justice et à la défense du nouveau conseil exécutif, se rend à Mayotte, sous la bannière de « la marche rose » ; une opération pacifique aéroportée, soutenue par 150 hommes non armés, pour rallier l'île au reste de l'archipel. Les Mahorais n'ont toutefois pas rejoint la marche comme attendu. L'échec de cette opération affaiblit directement le conseil national. Cet événement instaure une rupture définitive entre Ali Soilihi et « ses amis mahorais » et fait basculer la Révolution dans la radicalité.

¹⁸ Lors du *mapinduzi* (« coup d'État ») du 3 août 1975, Ahmed Abdallah se trouvait sur l'île de Ndzuani (Anjouan). Aidé par une partie de la population de Ndzuani, Ahmed Abdallah pouvait décréter l'entrée en résistance de l'île. Ce débarquement visait à éviter, après Mayotte, que l'île ne devienne « séparatiste » et ne divise encore plus l'archipel.

n'avons plus entendu parler de Bob Denard avant qu'il ne revienne destituer et assassiner Ali Soilihi en 1978¹⁹. Ali devait trop déranger les intérêts français dans la région, mais jamais nous n'aurions pu imaginer cela. C'est Bob Denard qui m'a mené en prison le lendemain. Il se souvenait bien de moi et du fait que j'étais un ancien marin. Ils riaient dans la voiture, alors que j'avais tout perdu

De nombreux témoignages, issus de différents entretiens, vous qualifient de bras droit et de conseiller particulier d'Ali Soilihi. Pour autant, pourquoi n'avez-vous pas voulu ou accepté de briguer un poste dans l'organigramme révolutionnaire ?

Figure 2 : Ali Soilihi, entouré de deux femmes de sa milice, Amina Ali Fomou (à gauche) et Zainaba M'Madi (à droite), vers 1976.



Source : revue Wakati (4 Étoiles éditions)

Je ne jouais pas un rôle précis. J'étais un homme à tout faire et un homme de l'ombre en même temps. D'ailleurs je n'ai jamais voulu briguer un portefeuille ministériel ou un quelconque poste au sein du gouvernement. Un jour, j'étais surpris d'apprendre ma nomination à la radio, comme conseiller technique du Président chargé du parc matériel de l'État et des travaux publics. Je suis resté chez moi pendant six jours avant qu'Ali n'envoie des hommes me chercher au bout du septième jour. Il me demanda la raison pour laquelle je ne m'étais pas présenté à ma nouvelle affectation. Je lui ai répondu que j'attendais qu'il me l'annonce de vive voix. Il était parfois trop

¹⁹ Bob Denard se fait signaler aux Comores pour la première fois lors du débarquement à Ndzuanu. Trois ans plus tard, il revient destituer le régime révolutionnaire le 13 mai 1978, avant d'exécuter Ali Soilihi le 29 mai. De 1978 à 1989, les mercenaires français créent et forment une puissante garde présidentielle et replacent Ahmed Abdallah au pouvoir. Le 26 novembre 1989, Bob Denard et ses hommes l'assassinent néanmoins puis fuient l'archipel.

autoritaire et je le regrettais. Il a toutefois réussi à me convaincre, comme d'habitude. J'ai alors fini par occuper ce bureau à la présidence, mais ce fut la seule fois. En vérité, mon rôle dépassait le cadre d'un conseiller technique. Je réalisais des tâches qui n'étaient pas attribuées à cette fonction. J'étais l'homme à tout faire. Et j'étais aussi son homme de confiance. Parfois je le conduisais en voiture, d'autres fois je l'aidais financièrement. Nous n'avions aucun moyen sur place et grâce à mes économies et à ma retraite de militaire, je pouvais le soutenir. Nous étions surtout tous inexpérimentés. C'est donc seulement par amitié pour Ali, qui était de plus en plus isolé, que j'ai fini par intégrer l'organigramme révolutionnaire et non par désir personnel. Je ne me sentais d'ailleurs pas légitime, je n'avais pas fait d'études et n'étais pas un intellectuel. D'autres avaient plus de compétence et de bagages que moi.

Après la chute du régime révolutionnaire, vous faites des allers-retours en prison avant de vous « exiler » définitivement en France. Que représente aujourd'hui le « soilihisme » pour vous ?

Le soilihisme n'a jamais existé comme tel. Il n'a surtout pas eu le temps d'exister. Ali avait un projet, mais ceux qui s'en revendiquaient étaient des *wanafiki*, des « hypocrites ». Ce n'est pas pour rien que nous avons été nombreux à être mis en prison après son assassinat. Et ce n'est pas pour rien que, lors de notre libération, nous sommes tous partis, « *waziro dingoni* » comme on dit en comorien. Seuls quelques-uns ont rejoint le régime en place ; des opportunistes qui n'avaient pas totalement saisi le concept révolutionnaire. Il fallait distinguer trois groupes de personnes : les gens issus du Mranda, qui étaient là bien avant qu'Ali Soilihi n'embrasse une carrière politique ; ceux de la coalition du FNU, dont certains ont rejoint notre famille avant le coup d'État ; et ceux venus après le coup d'État qui n'étaient là que par appât du gain. À la chute du régime, tout le monde s'est finalement rangé là où était le pouvoir et l'argent. La corruption est devenue encore plus importante qu'avant 1975. Pour ma part, j'ai préféré l'exil en 1986 et vit en France depuis cette date. Ali avait dépassé toutes mes espérances et je n'imaginai pas la suite sans lui. Ce n'est pas étonnant que son action soit aujourd'hui à nouveau défendue.

Alexandre Audard et Houssamoudine Ankili
Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains,
américains et asiatiques (CESSMA), Université de Paris (France)

Bibliographie

- ABDILLAHY Youssouf (2012), *La diaspora de la Grande Comore à Marseille et son apport sur le développement de l'île*, thèse de doctorat en géographie, Saint-Denis, Université de La Réunion.
- ALLIBERT Claude (dir.) (2007), « Les Comoriens à Majunga : histoire, migrations, émeutes », *Études océan Indien*, n°38-39.
- BASTO Maria-Benedita, BLUM Françoise *et al.* (2021), *Socialismes en Afrique*, Paris, éditions de la Maison des sciences de l'Homme, consultable sur <https://books.openedition.org/editionsmsh/51060>
- BAT Jean-Pierre (2012), *Le syndrome Foccart : la politique française en Afrique, de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard.
- IDRISS Mamaye (2018), *Le combat pour Mayotte française (1958-1976)*, Paris, Karthala.
- MOHAMED YOUSOUF Aboudou (2017), *De la Marine française à la Révolution comorienne*, Paris, 4Étoiles éditions.
- MRADABI DJAË Ali (2020), *Mémoires noir sur blanc : itinéraires de navigateurs comoriens*, Thiais, éditions Coelacanthé.
- ROBERTS George (2021), « MOLINACO, the Comorian Diaspora, and Decolonisation in East Africa's Indian Ocean », *The Journal of African History*, consultable sur: <https://www.cambridge.org/core/journals/journal-of-african-history/article/molinaco-the-comorian-diaspora-and-decolonisation-in-east-africas-indian-ocean/1FCE3DDC34C0B424509520FE6DFB8AEC>
- TOIHIRI Mohamed (1985), *La République des imberbes*, Paris, L'Harmattan.
- VÉRIN Emmanuel et VÉRIN Pierre (1999 a), *Histoire de la Révolution comorienne : décolonisation, idéologie et séisme social*, Paris, L'Harmattan.

VÉRIN Emmanuel et VÉRIN Pierre (1999 b) *Archives de la Révolution comorienne (1975-1978) : le verbe contre la coutume*, Paris, L'Harmattan.

WALKER Iain (2019), *Islands in a Cosmopolitan Sea: A History of the Comoros*, Londres, Hurst Publishers.